

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MARDI

25

NOVEMBRE

1975

N° 43

BELGIQUE - LUXEMBOURG : 15F

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

ÉDITORIAL

Dijon des milliers de manifestants contre la politique régionale de Giscard

En se rendant personnellement à Dijon, pour la conférence interrégionale sur la liaison à grand gabarit, Giscard entendait résoudre deux problèmes :

- d'une part, arbitrer le conflit de clans capitalistes rivaux dont les intérêts divergent en fonction du tracé du canal. S'agit-il de tracer un canal à grand gabarit de la Seine vers la voie d'eau qui relie Valenciennes à Dunkerque, ou s'agit-il de doubler le canal Rhin-Rhône actuel pour créer une liaison nouvelle de l'Europe vers la Méditerranée ?

- d'autre part, revaloriser l'image de la politique régionale actuelle du gouvernement, et la présenter une nouvelle fois comme la solution aux revendications régionales exprimées de plus en plus fortement dans les différentes régions de notre pays.

o o o

Pour ce qui est du premier problème Giscard a tranché publiquement : les premières tranches des travaux de la liaison Rhin-Rhône commenceront en Alsace à partir de l'année prochaine, dans le cadre des travaux du VII^e plan. Un tel arbitrage n'a rien de surprenant. Face à ses difficultés économiques accrues, l'impérialisme français préfère aujourd'hui privilégier ses liaisons avec l'Europe et particulièrement avec l'Allemagne de l'Ouest, espérant tirer profit des échanges élargis qui se développent entre de tels pays et le Moyen-Orient. Les Giscard, Edgar Faure, Gaston Deferre, unis pour la circonstance, nous ont ainsi promis monts et merveilles, de la transformation de ces régions en un vaste couloir de l'Allemagne vers la Méditerranée. Les miettes qui peuvent retomber d'un accroissement du trafic entre l'Allemagne et la Méditerranée, sur nos régions, sont pourtant des plus incertaines. C'est ce que les milliers de manifestants de Dijon, fortement touchés par le chômage ont vigoureusement signifié à Giscard.

o o o

Pour ce qui est du 2^e problème, de cette fameuse politique régionale du gouvernement, là

non plus, les travailleurs ne se paieront pas de mots. La croissance, hors de proportions, de grandes métropoles, comme Paris, Lyon, Marseille, au mépris de la vie et du travail de ceux qui y habitent ; le développement inégal du capitalisme qui transforme des régions en déserts économiques, et simples réservoirs de main-d'œuvre, contraignant les jeunes à l'exode vers ces métropoles ; la centralisation bureaucratique de l'Etat bourgeois, la destruction dans les régions du passé culturel et du symbole de lutte qu'il peut représenter... C'est cela la politique régionale du gouvernement.

Et ce n'est pas «une application complète et méthodique de la loi de 1972 sur les régions» comme l'annonce Giscard, qui pourra tromper les travailleurs, et leur faire croire que leurs revendications régionales sont prises en compte. L'institution des conseils régionaux en 1972, et la soi-disant autonomie des régions qui devaient en découler, ont vite montré leurs limites. Disposant en tout de moins de un demi pour cent du budget total de l'Etat, supervisé et dirigé par le préfet de région qui dépend directement du ministère de l'intérieur et donc du pouvoir central, de tel conseils régionaux ne sont en fait que de nouveaux terrains d'affrontement des différents clans bourgeois. Et la revendication de la «gauche» qui réclame l'élection au suffrage universel de tels conseils régionaux ne changent rien à l'affaire ! Ce n'est pas en décentralisant le Parlement, véritable moulin à parole sans pouvoir réel, que les intérêts des travailleurs pourront mieux aboutir.

Le développement des luttes dans les régions, la clarification qui s'opère dans ces mouvements, où de plus en plus les militants prennent conscience que les revendications régionales ne peuvent prendre du poids que pour autant qu'elles s'inscrivent dans le cadre de la révolution socialiste, voilà autant de signes qui inquiètent le gouvernement à la recherche de palliatifs pour mieux résorber ces nouveaux signes de la crise. Sans succès.

paris-rhone

Hier matin, comme vendredi dernier, le patron a organisé son service de cars pour rien... sinon pour renforcer les piquets de grève. Dans le 8^e, les ouvriers ont obtenu leur acompte en imposant un rapport de force. L'Union des Métaux n'a pas renouvelé sa proposition de manifestation à l'UIMM, sinon une délégation à la chambre patronale ce qui n'intéressait personne...

DEBAT SUR L'OFFENSIVE OUVRIERE

voir notre reportage en page 3



Dans le journal local, l'Union des Métaux dénonçait les actions d'irresponsables et minoritaires, telles que des coupures de courant dans les bureaux occupés par le patron. Ce problème n'a pas été soulevé en Assemblée Générale, alors que les ouvriers parlent beaucoup de cette «dénouciation» ; dans le 8^e, la CGT

a distribué un tract appelant les techniciens à la reprise. Mais dans le 3^e, ambiance euphorique, ce matin, les piquets de grève dansaient sur l'air de leur chanson, les jaunes en ont été tellement impressionnés, que même dans les endroits où les piquets de grève étaient faibles, ils n'ont pas essayé de rentrer.

Depuis vendredi dernier, le patron avait fait installer sa sono, hier matin les grévistes avaient aussi la leur qui couvrait les jérémiades du patron par leur chanson : «Qui c'est qui va gagner, les ouvriers de Paris-Rhône». Mots d'ordre : 250F, c'est possible et c'est le moment, et aussi par un discours : «On négocie pendant la grève, pas après !»

DE NOUVEAUX ATELIERS CLANDESTINS DECOUVERTS

un véritable réseau de nègriers un bain pour les travailleurs immigrés

voir page 7

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

POLICE FRANÇAISE, POLICE FRANQUISTE COMPLICES

J'ai assisté par hasard à la répression contre votre journal, à savoir : porte de Clignancourt sous le pont du boulevard périphérique, il était 17 H 10 aujourd'hui samedi. Quatre à cinq militants du Quotidien du Peuple étaient là avec des panneaux sur la mort de Franco, et un autre arborant le foulard rouge du Quotidien du Peuple avec une petite sono. Survient un flic qui sous prétexte de leur interdire de parler essaie de piquer le mégaphone. Le militant pas fou refile la sono à un autre et il est embarqué manu militari. Conduit assez violemment au car de police 31229 DE, là les flics (5) retournent, balancent des coups de pieds dans les panneaux, et embarquent violemment une militante et un militant du Quotidien du Peuple. De là direction du commissariat du Mont Cenis. C'était samedi à 17H15 à Clignancourt. Police franquiste, police française, police fasciste ?

un lecteur de Paris

BRAVO POUR VOTRE ARTICLE

Bravo ! pour votre article : «Franco au frigo».

Voilà un ton excellent et utile, surtout après tout ce que la première chaîne a pu raconter durant la mascarade du maintien en vie artificielle d'un des plus grands assassins du siècle.

CE QU'ON LIT D'ABORD...

La vie que nous impose la société capitaliste ne nous laisse pas beaucoup de temps pour lire, réfléchir, nous reposer, discuter. Ainsi, quand on achète le Quotidien du Peuple, on lit souvent la une, un article qui nous intéresse particulièrement, et les nouvelles brèves. Il est donc important que ces nouvelles brèves soient faites avec attention.

Besançon

**FRONT
ROUGE**

N°1 - NOUVELLE SÉRIE
organe central
du Parti
Communiste
Révolutionnaire
(marxiste-
léniniste)
est paru

LE NUMERO : 5 F

Passez votre commande :
FRONT ROUGE - BP 161
75864 PARIS CEDEX 18
CCP 31 191 14 La Source

**DEVENEZ CORRESPONDANT
DU JOURNAL.**
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h.30 à 13 h.

DES LECTEURS DU 3^e ET DU 8^e ARRONDISSEMENT DE LYON SE SONT RÉUNIS POUR DISCUTER DU QUOTIDIEN

De façon unanime, tous trouvent que sa sortie répond à un besoin véritable d'information. Ils n'achètent donc plus les journaux qu'ils avaient l'habitude de lire (le Progrès, le Monde)

Avant la parution du Quotidien, très peu de camarades lecteurs étaient au courant des luttes ouvrières, ou, le peu d'information qu'ils détenaient, était faussé par la télé et la presse bourgeoise.

Ainsi, les «en bref» sont tout particulièrement appréciés car ils informent en peu de mots des principales luttes. Tous aimeraient que cette rubrique prenne encore de l'ampleur. D'autre part, ils ont trouvé très positif le fait de détailler les luttes les plus spectaculaires et les plus enrichissantes aux yeux des ouvriers qui veulent engager le combat dans leur usine.

Une lectrice a montré le désir de voir plus d'articles sous forme d'interviews qui sont beaucoup plus vivants à lire et qui nous renseignent de façon très précise sur la vie des masses. La bourgeoisie fait en sorte de cloisonner les classes entre elles ; ainsi, grâce au Quotidien, chacun est informé des conditions exactes de vie des personnes n'ayant pas la même profession. L'interview sur l'institutrice de maternelle a été tout particulièrement appréciée.

D'autre part, le problème suivant s'est posé : faut-il laisser plus de gens s'exprimer ? Par conséquent, faut-il admettre que certaines idées fausses soient émises afin de les combattre dans le même temps, par l'intermédiaire du journal ? Chacun

aimerait que le Quotidien laisse des gens, aux points de vue divers, s'exprimer.

Il manque aussi des informations sur la condition paysanne.

D'autre part, il faudrait attaquer coup par coup la bourgeoisie sur la propagande de la télé et des informations du matin, toutes particulièrement écoutées. Les 10 mn de Michel Droit mérite une réplique immédiate afin d'éclairer les masses sur l'idéologie bourgeoise. Riposte nécessaire, aussi, sur la propagande sioniste, d'où la nécessité d'un rappel historique (car le problème sioniste est assez ignoré des masses).

Désir exprimé d'un supplément en fin de semaine, par exemple, sur les loisirs. Pour ce qui est de la critique des films : pourquoi le Quotidien se cantonne-t-il dans les films suscitant des critiques négatives. Absence regrettée d'autre part des critiques littéraires et musicales. Désir exprimé pour des articles plus conséquents sur le sport. Montrer le rôle du sport en France, en URSS, en Chine. Dénoncer l'esprit du tiercé ; les rapports financiers pour l'Etat.

Pas assez d'articles sur les luttes des femmes. Montrer la réalité sur la soi-disant réforme sur l'avortement, les problèmes nombreux auxquels les femmes se heurtent encore.

Souhait d'une page pour immigrés, au moins, au début, les fins de semaine.

La mise en page s'améliore de jour en jour mais veiller à ne pas reprendre les mêmes photos (photo des chars soviétiques).

En conclusion, le Quotidien du Peuple est apparu comme un journal facile à lire, intéressant et en amélioration constante.



le quotidien du peuple

communiqué

RÉGION DE THIONVILLE
lecteurs
du Quotidien du Peuple
le vendredi 28 novembre
20 H 30
foyer des jeunes travailleurs
de Thionville
rue Mermoz (près de la piscine)
Toute personne désirant s'associer à la rédaction, aux correspondances, et à l'extension du journal est cordialement invitée.

Le Quotidien du Peuple
(publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication :
Y. CHEVET
imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP
Numéro de commission paritaire :
56 942

pour un douze pages six jours sur sept RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

«Étant seul à Toulouse avec ma compagne et tous les deux au chômage, nous pouvons nous charger de contrôler la diffusion du Quotidien du Peuple. Pouvez-vous nous envoyer la liste de répartition du Quotidien dans les kiosques de Toulouse et autres renseignements utiles. Afin de soutenir le Quotidien qui est de mieux en mieux et pour qu'il soit bientôt à 12 pages, nous faisons passer notre abonnement comme soutien».

F.A. Toulouse

«Pour ce qui est du Quotidien du Peuple, je le trouve correct, car il est simple, et que ce n'est pas un journal pour intellectuel, malheureusement je trouve qu'il oublie de traiter de certains problèmes tels que l'armée, la répression sexuelle, la justice de classe, et la musique. C'est effectivement difficile dans 8 pages, mais j'espère que les futures 12 le permettront. Ci-joint un chèque de 50 F pour le 12 pages».

C.H. Epernay

je souscris

10 F 50 F 100 F ___ F

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

gagnons la bataille de la diffusion

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)

au kiosque
de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt(nombre)

PARIS-RHÔNE

"la lutte c'est possible et c'est le moment !"

Stéphane RAYNAL et Henri GRANGE

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



Rompant avec les menaces du trust Cibie-Paris-Rhône, les alternatives insoutenables du PDG Charrière : «accepter le blocage des salaires, acceptez la productivité ; alors on ne licenciera pas !», les travailleurs des usines de Lyon, du 3^e et 8^e arrondissement sont entrés en lutte depuis le 12 novembre, en votant la grève avec occupation. Largement soutenus sur la ville, par les cellules d'entreprises et de quartier de notre Parti et le Comité de Soutien, les ouvriers de Paris-Rhône ont pris résolument l'offensive sur les salaires !

Dans la lutte, nous avons rencontré, matérialisés dans cette lutte, de nombreux problèmes posés pour la construction de l'offensive ouvrière et du mouvement d'ensemble : l'obstacle révisionniste dans l'usine, dans les syndicats et par la présence organisée du P(C)F et de ses appendices trotskistes... les problèmes d'un développement large de la mobilisation (rallier largement les immigrés, les ouvriers-paysans... étendre le mouvement dans toute la métallurgie... développer autour d'une lutte d'usine l'Unité Populaire)...

Les éléments recueillis, présentés aujourd'hui, s'efforcent d'en témoigner !

Quotidien du Peuple : Comment se posent les problèmes de la poursuite de l'action ?

Daniel : Pour tenir, il y a le problème du fric, plus encore chez nous qu'au 3^e. Il y a eu quelques accrochages, à cause des ragots lancés par le patron. Les camarades turcs, eux, sont exemplaires : ils sont très organisés, sur la base de leurs foyers et s'entraident. Pour nous se pose le problème de la mobilisation de tous ces camarades immigrés et des ouvriers-paysans, qui restent pas mal à l'écart encore. Il faut aussi développer le soutien, la popularisation. Certains d'entre nous avaient, au début de la grève lancé un «journal de la grève» pour informer, mobiliser les gars... Il

faudrait qu'on reprenne ça... En demandant à ceux qui nous soutiennent (sections syndicales, comité, ...) de le faire circuler...

Quotidien du Peuple : Quels sont les difficultés rencontrées par le comité de grève, selon vous ?

Marcelle : Il ne fonctionne pas comme on aurait voulu, au niveau de l'application des décisions votées, la continuité des décisions... Il y a de fait beaucoup de fluctuations.

Jean : Il faut dire que ce n'est pas un comité de grève intégralement fondé sur les ateliers et que le comité central de grève (1/3 Ferrandière, 2/3 Mermoz) ne se réunit

pas correctement (pas depuis jeudi, en tout cas).

Daniel : C'est le reflet de problèmes, notamment avec la CGT (plus exactement avec des types du PCF et des trotskistes dans la CGT) de la boîte (qui ne respectent guère les décisions du comité !) et l'Union qui bloque le soutien et même qui veut faire diversion lundi avec une manifestation à l'UIMM (Chambre Patronale), alors qu'il y a l'usine à tenir, le soutien, les collectes à organiser...

QdP : Est-ce que vous ne pensez pas que cette manifestation puisse être un «chant du cygne» souhaité par les révisionnistes du P(C)F (au même titre que la Tour Eiffel, en juillet pour faire reprendre les camarades de Chausson) ?

Daniel : C'est sûr qu'en 73, ils nous ont déjà fait le coup, quand on luttait pour le 13^e mois et la reprise à suivi en beauté la manifestation. Mais cette fois-ci, on sera vigilants ! De toute façon, même l'argument de l'efficacité de leur initiative ne joue pas !

Marcelle : Là-dessus, le gros problème, c'est qu'il n'y a pas assez d'ouvriers de la boîte qui connaissent le tract de l'Union Métaux (distribué comme par hasard partout à la CEM, Sigma...) mais pas chez nous) où ils nous attaquent comme «grève minoritaire» amenant «le découragement, la division et l'affaiblissement» et «offrant au patronat l'occasion de la répression».

Jean : Tout juste, si les grévistes ne sont pas traités de complices du pouvoir par l'USTM ! Alors que l'autre jour où 4 camarades du 8^e affrontaient un commando de cadres, 2 délégués CGT, membres du PCF, les regardaient depuis un bistrot sans broncher !

COMMUNIQUÉ

Mardi soir, à 20 h 30
au palais du Travail - Salle 30

A Villeurbanne :
assemblée générale
du comité de soutien

Pour le soutien financier :
CCP 8451 S Crédit Lyonnais

Mme Veuve COMTE et
Melle Françoise LECLERC



Paris-Rhône-Lyon

«Charrière tu ne pourras plus nous faire taire !»

A la Ferrandière sont produits les ustensiles ménagers (aspirateurs, balais et traîneaux, cirreuses et couteaux électriques...), dans des conditions souvent difficiles (bruits, froid, puissantes émanations de vernis sur certains postes). A la chaîne des moteurs d'aspirateurs-balais, la production est passée en 3 ans de 130 à 200 par heure (après être passée à 160 au début de l'année). Au banc de rodage, dans un bruit infernal, les ouvrières reçoivent des particules de charbon en pleine figure, tandis qu'au montage des moteurs d'aspirateurs-balais les mains s'écorchent aux ailettes. Des femmes enceintes, parfois de 6 mois, travaillent sur les chaînes ou debout à l'emballage. Le brancard

n'arrête pas, en temps «ordinaire» d'exploitation, pour évacuer des ouvrières malades ou nerveusement exténuées. Quant à l'atelier d'essai des aspirateurs, il a pris deux fois le feu en un an, sans qu'une sortie «incendie» n'ait été aménagée pour autant !

Parmi les ouvriers d'entretien, classés OP2, la plupart touchent (toutes primes comprises) entre 1 700 et 1 900 francs par mois, malgré les CAP de mécaniciens en hydraulique ou d'ajusteur-outilleur. «Depuis 5 ans que je suis ici (nous précise un ouvrier immigré), je suis toujours OS, à 1 400 tout compris par mois. Pourtant chaque fois qu'il y a un chef qui arrive, un nouveau, c'est moi qui l'éduque : je connais tous les

postes ! ». Et il ajoutait : «Mais le patron, lui, on a vu ses feuilles, il se marque pour 3,5 millions anciens de salaire mensuel !».

Mais le pire, c'est «la loi du silence» de Charrière (PDG) qui est imposée aux ouvrières sur chaînes, cloisonnées, changées de postes quand elles discutent, s'organisent. Aujourd'hui, dans la grève, beaucoup de choses ont changé : les ouvriers et ouvrières apprennent à se connaître et à connaître leur usine. C'est une force pour l'avenir qui se construit ainsi dans l'usine occupée où les travailleurs s'organisent avec bonne humeur pour tenir car «même la cantine est meilleure et moins chère depuis qu'on s'en occupe entre nous !».

«Il n'y a que la masse ouvrière qui devrait diriger toute seule»

Jeudi 20 novembre, les ouvriers de Paris-Rhône, pour répliquer à la demande d'expulsion du tribunal des référés, cherchaient à organiser une riposte d'envergure. Devant le refus de l'Union Syndicale des Travailleurs de la Métallurgie CGT de prendre en charge une manifestation de tous les travailleurs du secteur, devant l'usine du 8^e, de nombreux ouvriers et ouvrières s'organisent pour protester. Dans la nuit de jeudi à vendredi, 137 grévistes signent une pétition, sur une immense feuille, exigeant une vaste mobilisation de soutien des Unions CGT (UL, USTM...). Une vingtaine d'ouvrières et jeunes ouvriers se rendent en délégation porter cette motion, avec une déléguée CGT de l'usine Paris-Rhône de La Ferrandière, et des camarades du PCR (ml). A cette occasion, de vives discussions s'engagent.

QdP : Pourquoi reste-t-on dehors ? L'Union des Métaux refuse de recevoir la délégation ?

Un ouvrier du 8^e : Ils n'acceptent de discuter qu'avec les ouvriers syndiqués CGT de l'usine du 3^e et la déléguée. Ils font comme le patron : «je ne veux voir que les responsables syndicaux» !

Un jeune ouvrier : Le délégué, qui est du PCF, nous a dit : «Le Comité de Grève, je m'en fous ! Il n'y a que des gosses au piquet !» parce qu'on était les plus nombreux, les jeunes. Et quand on se coltinait les cadres, lui il préparait ses discours, tranquillement...

QdP : Alors qu'espère-t-on d'eux, ici ?

Une ouvrière, d'une quarantaine d'année : on est venu pour le principe, pour leur montrer qu'hier soir à l'Assemblée générale on a compris leur combine ! Depuis le début, ils sont contre la grève qu'on fait. Ici, on les force à parler clairement !

Un ouvrier du 8^e : tout le monde en fait serait prêt à nous aider, dans d'autres boîtes ; il faut qu'on fasse le pas ! On va vers quelque chose qui ne s'est jamais vu : on sent que c'est toute la classe ouvrière qui avance. C'est ça qui forcera la bourgeoisie à reculer... Il y a quelque chose qui change chez nous aussi, quand on dit «on veut faire ça», entre ouvriers et qu'on ne se laisse pas manipuler...

QdP : Comment voyez-vous la tactique du P(C)F dans votre lutte ?

Une ouvrière : Là-haut, à la Bourse, ils disent «tous unis» mais c'est plutôt «chacun son tour» et «les uns derrière les autres» ! En fait, le PCF veut laisser mijoter l'ouvrier et après, aux prochaines élections : votez à gauche ! Mais nous, la droite ou la gauche, on s'en fout ! Mitterrand, il se sert du Programme Commun pour arriver au pouvoir et s'il voit qu'il ne peut pas y arriver, il passera avec Giscard...

Une autre ouvrière : Peut-être qu'avec la gauche on aurait un peu plus. Disons, on pourrait faire un pas, même si la gauche n'est pas avec nous... Parce que, finalement,

il n'y a que la masse ouvrière qui normalement devrait diriger, toute seule !

QdP : Est-ce qu'un gouvernement de Gauche ne créerait pas encore plus de problèmes à la classe ouvrière ?

Un jeune ouvrier : On sait bien que la CGT ferait en sorte qu'on pourrait pas attaquer ce pouvoir comme on attaque les patrons aujourd'hui !

Un autre jeune : tu ne crois pas qu'en disant ça, tu divises les ouvriers ?

Une ouvrière, la quarantaine : Mais non, on ne divise pas les ouvriers ! Les ouvriers sont unis, c'est une masse. C'est eux (montrant du doigt l'Union des Métaux) qui nous divisent et c'est toi qui ne le comprend pas !

Le jeune : Il ne faut pas diviser en critiquant comme ça les syndicats ; on devrait en discuter seulement après la grève !

L'ouvrière : on ne critique pas le syndicat ! On critique les dirigeants, les types du PCF et ceux qui sont avec eux. Parce que, quand tu te bats pour les 250F, pour avoir tes jours de grève payés : qui c'est qui met des bâtons dans les roues ? C'est toi, c'est moi ? Non, c'est là-dedans à l'Union !

QdP : Ce que vous êtes en train de montrer à l'encontre des révisionnistes du P(C)F et de leurs complices, c'est de quoi est capable la classe ouvrière ?

Une ouvrière : Comme c'est parti, ça donne des idées de s'organiser, de diriger nos affaires, nous-mêmes, les ouvriers. Il est en train de se passer ce que craignent les patrons : ce qu'on veut, ce qu'attendent les ouvriers, c'est gouverner nous-même le pays !

Un jeune ouvrier : on veut diriger le pays, c'est sûr, et c'est possible. Pourquoi tout le monde nous met des bâtons dans les roues ? C'est pour empêcher ça... Et moi, il me semble qu'on peut y arriver. C'est plus comme en 68 où le PCF et les types qu'il a au syndicat dirigeaient tout. Aujourd'hui, ce qu'il faut, c'est que la masse commande. On se battra pour ça !

politique

en bref

INTOXICATIONS AU MERCURE AU JAPON : 150 MORTS, 3 INCULPÉS

La firme japonaise Chusso, dont la production se faisait avec rejet de déchets contenant du mercure avait triplé sa production en quelques années. Résultat, plus de 150 habitants de Minamata, consommateurs de poisson, où se concentre le mercure, morts et plusieurs centaines d'autres atteints de troubles très graves. La révolte des travailleurs japonais a permis que soient inculpés 3 directeurs de l'entreprise. Le Japon, où les habitants des grandes villes sont obligés de porter des masques anti-pollution est l'exemple même des conséquences du développement du capitalisme. Ce qui ne concerne évidemment pas que le Japon, puisque des études, pour l'instant tenues secrètes font état de concentration alarmante de mercure et surtout de pesticides dans la faune méditerranéenne.

PONIATOWSKI OUVRE LES PORTES DE SON MUSÉE NAPOLEONIEN

Pour bien montrer qu'il n'y a rien de louche - mais qui oserait soutenir de pareilles calomnies ? - dans les locaux de son ministère, l'Hôtel Beauvau, le descendant du Maréchal d'empire Poniatowski en a ouvert les portes, pour quelques heures... Les visiteurs n'ont, paraît-il, pas trouvé de tiroirs secrets dans le bureau, hérité comme il se doit d'un ministre de Napoléon, du chef de la répression contre les travailleurs de France. Un petit détail seulement - mais il n'y faut voir aucune mauvaise intention - Quelques étages au-dessus, dans les locaux de la PJ, utilisés il y a trente ans par la gestapo, existent toujours les cellules où étaient torturés les résistants.

le canal rhin-rhône et la politique européenne de l'impérialisme français

Giscard était hier à Dijon où il donnait son approbation au projet du canal Rhin-Rhône, soutenu par les présidents des 6 conseils régionaux des régions traversées par la liaison fluviale Rotterdam Marseille. Ce projet était depuis longtemps dans les cartons. De Gaulle avait déjà promis sa réalisation, sans que sa réalisation n'ait débuté.

Si le canal Rhin-Rhône est entrepris maintenant (les travaux débuteront en mars 76 et devraient s'achever en 86) alors qu'il avait été différé pendant longtemps, il y a cela plusieurs raisons. C'est d'abord la hausse du prix des transports routiers et ferroviaires consécutives à celle

du fuel, alors que le prix de la tonne transportée par voie fluviale a baissé : le prix du fuel n'y entre que pour une faible part, la constitution de convois de plus en plus gros, et la très forte concurrence que se font les transporteurs ont encore fait baisser les prix. Aujourd'hui, les prix de revient sont souvent inférieurs de moitié à ceux du rail.

Ce projet s'inscrit également dans le cadre du redéploiement des économies de la CEE et en particulier de la République Fédérale Allemande. Les pays de l'Europe des neuf orientent leurs économies vers l'exportation de biens d'équipement en direction

des pays en voie de développement et essentiellement ceux du Moyen-Orient, leurs exportations passent donc de plus en plus par la Méditerranée. Jusqu'à ce jour, l'Allemagne n'avait pas de débouché fluvial sur la Méditerranée, une grosse partie de ses exportations transitaient par Rotterdam. Pour remédier à cette situation, l'Allemagne a entrepris le percement d'un canal rejoignant les tronçons déjà existant doublant le Rhin et le Main et le Danube, et qui donne sur la mer Noire. Ces travaux devraient être achevés en 1980. Mais cette voie fluviale ne présente pas l'intérêt de la voie Rhin-Rhône débouchant sur Marseille.

Parmi d'autres arguments donnés pour justifier le percement de ce canal, celui de la relance. Il permettrait de créer 100 000 emplois en 15 ans. Mais on ne dit pas comment, ce n'est pas les travaux de percement qui pourront créer tous ces emplois, quant aux industries qui viendraient s'installer le long de la voie d'eau, cela reste hypothétique.

Il apparaît que c'est l'économie allemande qui sera le principal utilisateur du canal. Les voies fluviales présentent de l'intérêt surtout pour le transport des produits lourds. Minerais, charbon, produits sidérurgiques, or les plus grosses aciéries françaises sont déjà installées sur la mer : Dunkerque et Fos, sur la Méditerranée, qui reçoit son minerai de Mauritanie directement. Les industries qui bordent la voie fluviale en France ne sont pas les plus intéressées ; il s'agit surtout d'industries légères, quant à la sidérurgie lorraine, en régression actuellement, elle n'est pas raccordée directement à cette voie fluviale, le percement du tronçon lorrain n'est pas encore envisagé.

des milliers de travailleurs contre les CRS de Giscard et le service d'ordre des réformistes de la CFDT

Depuis un an, en Côte d'Or, ce sont les fermetures d'usines, les licenciements, les réductions d'horaires, 7 000 chômeurs, des dizaines de milliers d'autres touchés par le chômage partiel. La politique régionale de la bourgeoisie c'est de transformer la Côte d'Or en désert industriel mais les travailleurs ne sont pas dupes. Hier matin, ils étaient des milliers à venir manifester. «La venue de Giscard, on ne pouvait pas louper ça, il faut qu'il comprenne qu'on en a marre du chômage, des bas salaires et le reste». A 10 heures, par dizaines et centaines, ils arrivent de Dijon et de toute la Côte d'Or : il y a les ouvrières de Poron, venues de Châtillon-sur-Seine, en lutte depuis un mois pour la suppression des cadences et l'augmentation des salaires, ce sont les travailleurs de la DBTP en lutte depuis septembre contre la fermeture de leur usine.

Des dizaines d'autres usines sont là aussi. A 10 H 30, le cortège se forme et démarre. Les travailleurs de Hoover, Bourgogne-Electronique, ceux de la métallurgie, de la chimie de la santé réclament 2 000 F tout de suite, 250 F pour tous. Ils commencent alors à descendre

la rue de la Liberté pour gagner l'hôtel de ville où doit se rendre Giscard. Au bout de 500m, les CRS sont là, l'arme à l'épaule, bouclier au corps. C'est alors la haine des milliers de travailleurs qui s'expriment : «CRS SS» «A bas l'armée des flics et des bourgeois» mais rien ne les arrête, ils sont décidés à «cacueillir» Giscard, leurs mots d'ordre couvrent les bélements révisionnistes sur les libertés. Le service d'ordre de la direction de la CGT qui, jusqu'ici encadrait toutes les manifestations, est très discret, ce sont les réformistes de la CFDT qui jouent maintenant ce rôle. Face aux flics, ils mettent très vite en place un service d'ordre pour empêcher les travailleurs d'avancer. La manifestation est alors détournée.

Plusieurs déclarent : «Qu'est-ce qu'on fait, on va pas faire le tour de la ville toute la journée, on n'est pas venu ici pour se promener». La manifestation repart vers la rue de la Liberté. Va-t-on enfin aller à l'Hôtel de ville ? Arrivé rue de la Liberté, c'est à nouveau l'arrêt, face aux flics les travailleurs sifflent mais les réformistes arrivent encore à détourner le trajet, arrivés rue Piron, c'est à nouveau les CRS,

Richard Feuillet les réformistes de la CFDT font alors un double rang devant les travailleurs. Les questions fusent. «On ne partira pas d'ici, ça fait deux heures qu'on tourne». Oui, depuis deux heures, les services d'ordre de la CFDT tente de transformer la colère des travailleurs par une manifestation bidon.

Les travailleurs alors scandent : «Franco et Giscard, c'est pareil !» Ils imitent alors devant les CRS le salut fasciste. Le cortège finalement sera entraîné vers son point de départ. La colère est grande.

Arrivé au point de départ, un révisionniste de la CGT prend alors la parole pour passer son discours sur les libertés, ce sont alors les sifflement, des réflexions : «Tu peux causer vous êtes du côté des flics» et alors que le révisionniste continue son discours démobilisateur sa voix est étouffée par des milliers de travailleurs qui scandent : «Une seule solution la révolution !» et chantent l'internationale. Il ne finira pas son discours. Les travailleurs sont écœurés ; ils viennent de faire l'expérience du réformisme sur le terrain.

Si malgré tout le gouvernement français a décidé d'investir dans ce projet, plutôt que dans le canal de la Seine au Nord qui serait plus intéressant pour l'économie française, cela révèle une orientation qui vise à bâtir en partie la relance à partir de la relance escomptée de l'économie allemande.

Dans ce projet, Marseille concurrencerait le port hollandais de Rotterdam qui a actuellement un trafic trois fois plus important, et il est escompté que des usines s'installeraient le long de la voie d'eau, pour profiter des avantages liés au trafic des produits allemands. La construction de ce canal aboutira donc à un renforcement de la dépendance de l'économie française par rapport à l'économie allemande.

Serge LIVET



les viticulteurs du Languedoc s'organisent pour l'unité ouvriers-paysans

Créé à la fin du mois d'octobre, le MIVOC (Mouvement d'Intervention Viticole Occitan) a tenu une réunion publique devant une cinquantaine de viticulteurs, vendredi 21, à Valroff, près de Béziers. Ce sont des viticulteurs issus du CDJA qui en ont eu l'initiative. Pour eux, le CDJA est devenu un organe de collaboration avec l'Etat, cautionnant la création de «office des vins», qu'ils considèrent comme un moyen d'exploitation supplémentaire des viticulteurs occitans.

«Au CDJA, ils ne s'en sont pas encore remis, ils doivent encore se demander ce qui leur arrive !» Toute la région de Bedarieux, presque tout le Biterrois, sont passés au MIVOC, ça représente au moins la moitié du CDJA sur la région», nous dira un viticulteur.

Le MODEF a été rejeté immédia-

tement : pas de démocratie syndicale, et surtout dans l'Hérault on ne le considère que comme une doublure du PCF. Pour le MIVOC, il s'agit de lutter contre les gros propriétaires fonciers, pour qui «peu importe la qualité du produit qui sort des caves, pourvu que ça rapporte du profit». «Les gros propriétaires fonciers entretiennent la spéculation foncière, ce qui mène à développer le tourisme sur les anciens vignobles, si cela rapporte plus».

Développer le tourisme au détriment des viticulteurs, c'est aussi le projet des «pouvoirs publics», même si l'intense mobilisation des viticulteurs a permis quelques reculs. Pour le «Midi libre», «le Languedoc Roussillon est uniquement une vaste réserve touristique». Le porte-parole du MIVOC, Jean Uillet rappelle que Mansholt, le

grand patron de «l'Europe verte» disait à qui voulait l'entendre que «cette région doit devenir la cour de récréation de l'Europe»...

C'est aussi contre les négociants que veut se battre le MIVOC. «Ils maintiennent les prix au niveau actuel, ils pratiquent la fraude - dernièrement, on a trouvé du vin en pleine fermentation chez l'un d'eux à Béziers - , ils font entrer le vin italien... et cela au nez et à la barbe de tout le monde ! Les négociants couverts par les pouvoirs publics sont nos patrons. C'est pourquoi, dans le cadre du comité d'action viticole, nous appelons les viticulteurs à se mobiliser contre le négoce».

Dans cette lutte, les viticulteurs doivent déjouer les tentatives de division : la plaine contre le coteau, le grand rendement contre le petit...

«Ne nous faisons pas d'illusions, explique Jean Uillet par une image, quand vous avez bien faim et qu'il y a devant vous la salade, l'omelette et le fromage, vous allez commencer par l'un et finir automatiquement par l'autre. Actuellement, les premiers touchés à cause du rendement sont les vins de coteaux, mais ne nous faisons pas d'illusions, notre tour viendra aussi». L'unité est le seul moyen de vaincre, non seulement pour les viticulteurs, mais aussi pour tous les travailleurs.

«Actuellement, notre combat est de type corporatiste : la viticulture est notre principal souci. Mais en continuant de la sorte, jamais nous n'arriverons à la victoire. Nous devons trouver des alliés. En réfléchissant un peu, on s'aperçoit que nous nous trouvons dans la même situation que les mineurs, au moment de la fermeture des mines,

pour non rentabilité, soi-disant». Le MIVOC condamne l'activisme et le poujadisme, et pense utiliser ce moyen de lutte que sont les ventes directes pour concrétiser l'unité ouvriers-paysans : «Comme les ouvriers qui luttent contre les licenciements, nous voulons garder notre travail. Nous ne devons pas attendre de rencontrer les ouvriers dans les files d'attente des ANPE. Le jour où nous quitterons la terre, nous devons avoir des liaisons avec eux».

Ce sont ces liens que le MIVOC veut intensifier, pour que le maximum d'informations soient échangées entre ouvriers et paysans et que soit bien cerné l'ennemi commun : l'Etat capitaliste.

(d'après notre correspondant régional Robert RIVIÈRE)

PORON, Châtillon-sur-Seine REPRENDRE L'OFFENSIVE

Voilà maintenant quinze jours que les ouvrières de Poron à Châtillon-sur-Seine occupent leur usine. Pour ce faire elles se sont organisées pour le piquet de grève, quatre équipes de 6 heures, et pour la garde des enfants. Par trois fois, elles ont réussi à obtenir des négociations avec le patron mais par trois fois, devant l'intransigeance de celui-ci, elles ont reconduit leur grève à une écrasante majorité : 90%.

Il faut dire que les propositions de la direction manquent pour le moins de sérieux, par exemple «trouver un moyen d'augmenter la productivité sans augmenter la fatigue» ou bien «donner des primes sous condition de reprise immédiate et récupérables par la suite»...

Les ouvrières continuent donc leur lutte. Elles bénéficient du soutien des paysans-travailleurs de la région qui organisent prochainement une vente de produits agricoles à bas prix. D'autre part, un gala de soutien a été organisé à la MJC de Châtillon : 200 personnes environ étaient là, 1 400 F ont été ainsi recueillis. Des ouvrières de LIP ont été contactées et doivent rendre visite prochainement aux grévistes de chez Poron. Et samedi, des ouvriers de Bourgogne Electronique, accompagnés de militants du PCR (ml), sont venus en délégation, apporter leur soutien.

De nombreux points positifs ont été acquis : des ouvrières ont décidé de se rendre en délégation dans les autres usines Poron (Troyes, Montpard, les

Laumes) et de manifester hier lors de la venue de Giscard à Dijon.

Dans cette lutte se pose la question de deux voies opposées quant à la poursuite de la grève : la première s'appuie sur les hésitations d'ouvrières dont c'est la première expérience de lutte et se concrétise par le ronron de l'occupation, c'est la voie que choisissent les réformistes, elle conduit à l'isolement de la lutte, à l'effritement du soutien, c'est là ce qu'attend le patron. La seconde voie s'appuie sur les idées justes des ouvrières dans leur volonté d'obtenir gain de cause pour combattre les hésitations qui peuvent se faire jour, elle renforce le soutien extérieur tout en expliquant que cela ne saurait suffire et que la détermination principale appartient aux ouvrières. De ce fait, elle propose l'élargissement de la lutte, sa popularisation par des manifestations qui portent, la construction d'un rapport de force favorable aux ouvrières pour faire plier le patron, une réelle démocratie dans la lutte. Aller dans cette voie, c'est aussi faire progresser la construction du mouvement d'ensemble que la classe ouvrière attend aujourd'hui en montrant que la lutte est possible (à Bourgogne-Electronique par exemple). C'est dans ce sens que le PCR (ml) développe ses propositions.

Correspondant régional

CLARK (STRASBOURG)

occupation !

Clark-Equipement, une des grandes usines du quartier de la Meinau à Strasbourg, 700 salariés sur lesquels on compte 300 syndiqués CGT, il y a également un syndicat CFDT. L'usine qui fabrique des bulldozers (Michigan) dépend d'un trust américain qui possède d'autres entreprises en Europe notamment une usine en Allemagne. C'était jusqu'en septembre 1975, une usine qui avait la réputation de «marcher bien».

Et puis tout d'un coup, le 4 septembre, l'horaire est réduit à 40h par semaine, le 5 octobre, nouvelle réduction à 32h, enfin le 6 novembre, réduction à 24h avec en prime deux mois de chômage technique en décembre et en février.

Ce matin, dès 5 H 30, le comité de lutte contre le chômage était à la porte de Clark en même temps qu'une délégation de syndicalistes CGT de Telic.

Le tract du comité de lutte contre le chômage, créé vendredi soir, avait été rédigé avec des syndicalistes révolutionnaires de différentes usines dont Clark, il retraçait les différentes étapes

de la mobilisation et appuyait cette idée exprimée par bon nombre de travailleurs de l'usine que le meilleur moyen de faire céder le patron, c'était l'occupation. La décision de l'occupation a été prise ce matin à 8 H, jusqu'à ce que le patron cède sur la revendication c'est à dire 40 H payées 43. Plus tard, le patron faisait savoir qu'il n'y aurait pas de discussions puisque, selon lui, les ouvriers avaient rompu les négociations en occupant l'usine. «C'est un prétexte, nous dit un ouvrier, ils ont peur et ils cherchent à gagner du temps».

Le soutien de la section CGT de Striartz (usine proche) exprimé par le délégué syndical, la présence de délégués d'autres usines comme Telic a eu un effet important sur les ouvriers de Clark.

La section d'entreprise du PCR (ml) mettra tous les moyens en œuvre pour apporter son soutien aux travailleurs de Clark. Tous les travailleurs de Telic se sentent concernés par la lutte qui se déroule actuellement à Clark, eux-mêmes d'ailleurs victimes d'une réduction d'horaires il y a un an.

LUTTES DANS LA RÉGION D'ANNECY

Plus de la moitié des travailleurs d'ITT-METRIX sont en grève pour :

- une augmentation de 100F pour tous
- la cinquième semaine de congés payés

La production est arrêtée à 80%. La direction tente de faire croire que la satisfaction de ces revendications entraînerait de grosses difficultés pour l'entreprise, et que, dans la situation actuelle, il vaut mieux se contenter d'avoir du travail. Mais les travailleurs ne céderont pas à ce chantage. Déjà, il y a quelques jours, ils ont imposé par la grève une diminution du temps de travail sans perte de salaire.

D'autres luttes ont eu lieu, ou continuent à l'heure actuelle : Chez Rebol Sofra : grève-occupation de tout le personnel, pour l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes. Chez Salomon, contre les cadences et pour l'intégration des primes dans le salaire (elles en représentaient jusqu'à 32%), les travailleurs ont menacé de produire et de vendre des fixations de ski, en collant massivement des affiches dans toutes les usines. Le lendemain, le patron cédait. Chez Ronson, fabrique de briquets à Bellegarde (Ain), ils sont en grève depuis plus d'un mois, contre 140 licenciements et 300F d'augmentation.

RENNES : TROISIEME REUNION DU COMITE DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Vendredi 21 novembre une trentaine de personnes ont participé à la réunion du comité de lutte contre le chômage : des chômeurs en majorité des jeunes, étaient présents. Déjà lors des 2 précédentes réunions des axes de travail ont été définis. A l'éternel chômage partiel amputé le salaire des ouvriers d'environ 400 F par mois. Une forte majorité des ouvriers de l'usine est composée de travailleurs conservant un petit lopin de terre à la campagne et cela peut constituer un obstacle dans la lutte unie contre le chômage partiel.

L'unité des ouvriers et des paysans est une question décisive : des ventes directes de nourriture pour

les chômeurs vont être organisées début décembre dans le quartier.

D'autre part un réseau médical gratuit est en train de se mettre en place avec des médecins progressistes dont certains participent au comité de lutte.

Enfin dans le quartier où les coupures de gaz et d'électricité sont nombreuses le comité de lutte va organiser la riposte, des contacts vont être pris avec des ouvriers de l'EDF. Jeudi 27 lors de la journée régionale d'action appelée par la CGT, la CFDT, la FEN... le comité de lutte interviendra pour manifester l'unité des chômeurs et de tous les travailleurs.

Assurances du Groupe de Paris : succès du gala de soutien

Il y avait du monde samedi après-midi au Bataclan, boulevard Voltaire : le comité de grève des Assurances du Groupe de Paris, soutenu par la CFDT, organisait un gala de soutien à la lutte. Devant la scène en grosses lettres : «Unité de tous les travailleurs ; seul le combat paiera !».

De nombreux syndicalistes, travailleurs, enseignants, étudiants sont venus apporter leur soutien. Beaucoup de discussions avec les grévistes autour des stands du comité de grève. «Où en est la lutte ? Comment peut-on vous aider ? Quelles

perspectives de lutte commune ?». C'est sur ces questions que tournent essentiellement les discussions. Plusieurs délégations de boîtes viennent apporter leur soutien. Celle d'Air-France est remarquée : il est décidé de rédiger un tract que les gars d'Air-France diffuseront.

Dimanche, le comité de grève se réunissait pour faire le point après le gala et mettre au point de nouvelles propositions pour l'Assemblée Générale de lundi matin. Une chose est acquise pour tous, comme c'est écrit devant la scène : «Seul le combat paiera !».



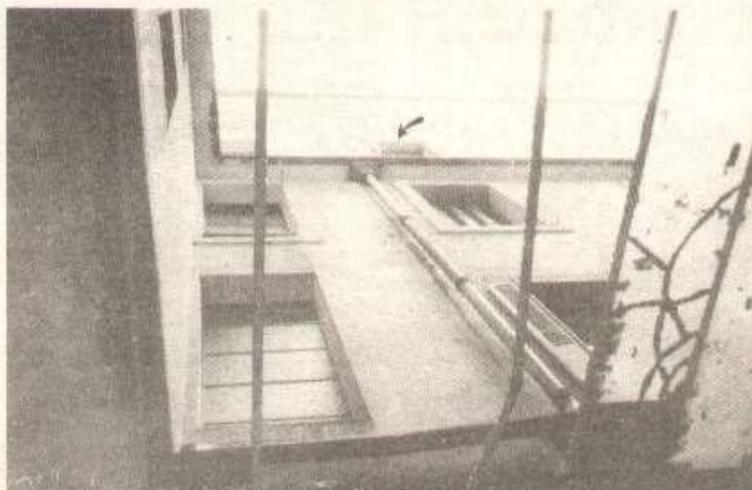
ANNECY : (suite de notre reportage)

LA «NOYADE» DE ISBANE AZZOUZ CE N'ÉTAIT PAS LE PREMIER

Les travailleurs immigrés de la région d'Annecy, et tout particulièrement les Algériens, sont inquiets. Au foyer Sonacotra de la route de Genève, les ouvriers immigrés n'osent pas parler : «Tu sais, on est obligé de faire attention. Qui sait ce qui peut nous arriver ? Tout le monde parle beaucoup de Azzouz, parce que cette fois, les journaux en parlent, mais ce n'était pas la première disparition... Et le racisme se développe de plus en plus : nous sommes les premiers touchés par le chômage, ce matin encore, on m'a refusé un emploi parce que je suis Algérien...»

Ils sont plus de 20 000 travailleurs immigrés en Haute-Savoie, certains depuis longtemps. C'est principalement dans la vallée de Cluse où est concentrée l'industrie du décolottage et autour d'Annecy, qu'ils sont regroupés. Il semble que leur présence, et la combativité que ces travailleurs ont montrée dans les luttes, ne soit pas du goût de tout le monde. En 1971, à Sconzier, faubourg de Cluse, les immigrés sont refusés dans les cafés, puis à Annecy même, en particulier dans le quartier St François.

En septembre 74, alors que se déroulait à Talloire le Congrès des Républicains Indépendants, en une



C'est de la fenêtre indiquée par la flèche que Mr Mohamed Azzouz, considéré comme trop curieux à propos de la «noyade» de son oncle, fut précipité, le 7 novembre. Au premier plan, la verrière qui lui a évité de s'écraser.

nuit, les murs d'Annecy et tout particulièrement les panneaux officiels, sont recouverts d'une affiche raciste ignoble. Un procès a lieu, aboutissant à une amende pour un prête-nom parisien. Comme si ce monsieur avait, tout seul, imprimé et collé plusieurs milliers de ces affiches...

Mais il y a beaucoup plus grave : avant que l'on retrouve

Mr Azzouz «noyé» par 1,30 m d'eau, plusieurs Algériens avaient disparu dans les mêmes conditions. Ainsi, Mile Rabahi, retrouvée en mai 74 noyée au pont de Brony, le corps arrimé à de grosses pierres. Pas très naturelle, cette mort, non ? Pourtant l'enquête de la police n'aboutit à aucune conclusion, du moins publiquement... En juillet de cette année, Mr Ker-

boua Hocine, «se noie accidentellement» dans le lac. Une nouvelle fois, l'enquête ne donne rien ! On parle aussi d'une autre jeune fille algérienne qui aurait été retrouvée noyée.

Systématiquement, ces affaires sont «classées». Chez les travailleurs algériens, on pense qu'il y a à Annecy un groupe organisé, spécialisé dans cette forme de «terreur», et qu'il jouit pour le moins d'une certaine impunité. Comment expliquer la succession accablante des faits qui ont conduit finalement à la tentative d'assassinat du neveu de Mr Azzouz ? Comment expliquer que deux mois après la «noyade», alors que les faits eux-mêmes commandent les plus grands doutes sur son «caractère accidentel», le procureur, prétextant d'une autopsie qui ne peut plus rien indiquer, maintient encore cette thèse ? Cette fois, et le dernier communiqué du procureur ne l'infirme pas, il sera difficile de «classer» une affaire à propos de laquelle le gouvernement Algérien a déjà réagi. Mais c'est en définitive, et le premier succès obtenu contre le flic assassin de Mohamed Diab le prouve, la mobilisation des travailleurs, français et immigrés qui, aboutira à la vérité et au châtiement des coupables.

Eric BREHAT

le racisme «quotidien» à Annecy

Mr Aggoun et sa famille ont emménagé il y a quelques années dans la ZUP Nord d'Annecy. Depuis, certains de leurs voisins n'ont cessé d'obtenir leur départ. Habitant juste au-dessus, l'un d'eux, agent de maîtrise réputé raciste, a pris l'habitude de jeter ses ordures sur le balcon de Mr Aggoun. Celui-ci a même été agressé, et blessé. Au commissariat, on a fait comprendre à Mr Aggoun qu'il ne valait mieux pas porter plainte. Aujourd'hui, une pétition circule même pour obtenir l'expulsion de la famille. Mr Aggoun est convoqué au commissariat où on le menace : «si vous continuez, on vous expulse...»

Toujours dans la même famille, Mr Aggoun était tombé malade. On appelle le docteur X... en apprenant le nom du malade, celui-ci refuse de se rendre à son domicile. Non, Mr X... n'est pas raciste !

télévision

programme

MARDI 25 NOVEMBRE

TF 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 45 - QUOI ? DE QUI ?
- 21 h 20 - QUATRE JOURS EN OCTOBRE: J. CHARON
- 22 h 20 - PLEINE PAGE
- 23 h 20 - JOURNAL et fin

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - DOSSIERS DE L'ÉCRAN: LUTHER angl. de J. Burge
- 23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX
- 20 h 30 - FILM POLICIER: L'HOMME PERDU am. v.f.
- 22 h 20 - JOURNAL et fin

MERCREDI 26 NOVEMBRE

TF 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - VIRGINIE film TV
- 22 h 10 - INTERROGATIONS: LA JUSTICE avec Lecanuet...
- 23 h 20 - JOURNAL et fin

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - MANNIX policier
- 21 h 30 - C'EST À DIRE
- 23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
- 20 h 30 - CATACLYSMES ET CATASTROPHES: SODOME ET GOMORRHE
- 22 h 55 - JOURNAL et fin

*Tiré du film «huit heures de sursis» qui a pour cadre l'Irlande et la lutte contre les britanniques, ce film a pour thème un *help-up* avec prise d'otages, prise d'otages au service de la cause des noirs des Etats-Unis. Il souligne les raisons de la lutte des noirs mais présente la prise d'otages comme un moyen que les révolutionnaires seraient prêts à utiliser pour renforcer leurs caisses. Le but de cette diffusion dans la situation politique actuelle alors que Poniatowski prêche et organise le renforcement policier est clair: c'est un moyen de faire le parallèle entre *gansters* et révolutionnaires et d'appeler à la vigilance à leur rencontre.

cinéma

LA BATAILLE DU CHILI

Quand on vient de voir «La bataille du Chili», le film de Pierre Guzman, on est amené à réagir de la façon suivante: on est frappé par la mobilisation politique du peuple chilien en 73, par sa volonté de voir se construire un pouvoir du peuple et de fait, convaincu qu'il saura se libérer du joug du régime de Pinochet, et ensuite on est plein de dégoût de voir les révisionnistes se saisir de ce qui prouve la faillite de leur «tactique» pour construire un monument à la gloire du parlementarisme bafoué.

Des épisodes méconnus du mouvement de masse chilien y sont présentés et fournissent des indications précieuses. Indications qui rentrent rapidement en contradiction avec le commentaire révisionniste qui couvre les images.

Après avoir espéré que par la voie électorale, elle pourrait renverser la vapeur à son profit, la bourgeoisie redonne de la vigueur aux formations fascistes; au parlement, elle boycotte l'exécutif, bloquant systématiquement la mise en application des décrets du gouvernement; appuyée largement par l'impérialisme américain, elle mobilise des secteurs qui lui sont fidèles, les camionneurs par exemple; bref elle met en place une



guerre d'usure qui, on le sait bien, devant sa faillite, a abouti à une autre tactique: le coup d'Etat de Pinochet.

Cela le film le montre: mais par le commentaire, il tente de reconstruire les illusions réformistes qui ont conduit le peuple chilien sous le joug de Pinochet.

Il tente de justifier, par exemple, l'attitude des députés de l'Union Populaire, qui aux atta-

ques des parlementaires fascistes, répondent sur le terrain de la constitution bourgeoise.

Une fois retirés les intentions du réalisateur et son commentaire, le film comporte pourtant des documents intéressants. Deux éléments reviennent sans cesse: tout d'abord, la mobilisation des masses pour voir un pouvoir du peuple se construire et, de fait, sa conscience nette qu'il ne l'est pas encore, ensuite

sa volonté d'en finir avec la bourgeoisie de manière définitive. Les hésitations de l'Unité Populaire sont mise en cause par les masses elles-mêmes, dans le même temps qu'elles se mobilisent pour soutenir Allende, le mot d'ordre «*Créons le pouvoir populaire*», revient sans cesse. Venus des campagnes, en camions, des paysans se rassemblent autour du palais pour manifester, un jeune le dit: «Finis les demi-mesures, nous sommes là par solidarité de classe, pour créer le pouvoir du peuple et, qu'avec tous ces fascistes ce soit terminé...»

La mobilisation extraordinaire s'exprime par exemple, dans la manifestation rassemblant plusieurs centaines de milliers de travailleurs venus saluer un de leurs camarades tué par les jeunes fascistes.

L'épouse de Salvador Allende, après le coup d'Etat devait dire: «Nous avons cru à une voie pacifique, nous nous sommes trompés, il n'y a pas de coexistence pacifique avec la bourgeoisie...». Cette leçon qu'ont tirée les proches d'Allende, le film la nie; il l'a niée même devant les images probantes qu'il rapporte.

Claude VILLARD

feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

UNE VEUVE TÉMOIGNE

Ils l'ont embauché à l'hôpital de Lens pour faire du bricolage, parce qu'il n'était pas fort. Ça a duré comme ça quelques années. Entre temps, nous avons eu un petit garçon. Mais avant le garde est venu et nous a dit: «Il faut quitter la maison des mines».

J'ai lutté deux ans. Deux ans, le garde est venu tous les jours, tous les jours frapper à ma porte. On m'embêtait! «Allez-vous en! Allez-vous en! On vous donnera un baraquement, vous verrez, c'est très bien». En fin de compte, on nous a envoyé une feuille, comme quoi si nous ne quittions pas le logement des mines, nous passions au tribunal à Béthune. Mon mari a cédé. Parce que moi, je n'aurais pas cédé. J'aurais été au tribunal, mais je n'aurais pas cédé. On a dit: «Bon, on va déménager. On nous a envoyés dans un camp de concentration plutôt».

- A quel endroit?
- A la cité hollandaise, à Calonne. C'est tout près d'ici. On est en train de la démolir. Envoyés dans un camp où il y avait des rats comme des chats, où les cafards couraient sur les murs, sur le plafond, partout. Il y en avait partout. Et il n'y avait pas d'eau.
- Combien de gens vivaient là-dedans?
- Oh! Il y avait quelques baraquements! Facilement une centaine peut-être. C'était surtout des Algériens et quelques Français, parmi les plus malheureux, les rebus des mines, qui étaient là-dedans. Des gens qui ont bien trimé.

Il n'y avait pas d'eau. On devait aller chercher de l'eau à la pompe.

En plein hiver, c'était bien, hein! C'était l'hiver 62. Les femmes avec des bouilloires d'eau bouillantes qu'on mettait sur la pompe jusqu'à ce qu'elle se dégèle pour avoir un peu d'eau. Pour ceux qui avaient des bébés c'était très bien! C'était merveilleux! Après, on a fait une canalisation qui touchait presque mon baraquement. J'ai donc été voir le garde pour lui demander de faire monter l'eau à mes frais dans mon baraquement. Ça a été refusé: «Débrouillez-vous!».



Ensuite, un jour, j'en ai eu marre. J'ai demandé à avoir une maison dure. On m'a envoyée au maire. Le maire m'a envoyée à la Dimo. j'ai eu cette maison.

Ça fait 15 ans que je travaille pour élever mes gosses. Parce que entre deux, mon mari est les 3/4 du temps malade, il n'a qu'un poumon.

Pour le baraquement, on nous avait dit: «Vous verrez, c'est très bien». Au début je ne voyais pas le

loyer. Mais une quinzaine de jours après que nous étions arrivés dans cette baraque, le garde est venu en me disant: «Madame, vous devez le payer le loyer». Donc j'ai commencé à payer 8 000 AF de loyer.

Ça a duré un an. Au bout d'un an, on m'a augmenté de 10 F. Au bout de deux ans, de 20 F. Enfin, toujours est-il que j'étais arrivé à 10 000 AF de loyer quand j'ai demandé à avoir ce logement. On me l'a donné dans un état

- Il m'a fallu attendre un an! Un an! Mon plafond est complètement pourri. Il pleuvait. Il pleuvait. Et tous les jours, je disais: «Monsieur le garde, vous pouvez pas me faire remettre ma tuile?». «Madame, il faut vous adresser à la DIMO». J'allais à la DIMO. J'ouvrais même pas la bouche. J'avais pas le temps. Il s'appelle Mr S... Il habite au bout, là. Donc j'allais à la DIMO. Je disais: «Monsieur, je viens parce que j'ai...» «Y'a rien!»; «Monsieur, je ne viens pas pour une maison». «Y'a rien, Madame, fichez-moi le camp!».

J'ai travaillé pour élever mes enfants. J'ai travaillé à la Nouvelle Galerie comme femme de ménage. A la perception de Lens comme femme de ménage. J'ai travaillé aux grands bureaux comme femme de ménage. Mais vous allez me dire: «Pourquoi vous quittiez votre travail?» Parce qu'entre-temps j'ai eu des enfants. Alors, quand mon mari pouvait reprendre le travail, je stoppais. Je m'occupais de mes enfants. Quand lui était malade, c'est lui qui s'occupait des gosses et moi je reprenais le boulot. On n'a fait que ça toute notre vie, nous.

- Vous disiez que vous aviez fait une réclamation pour réparer votre logement?
déploable. Quand je suis arrivée ici, je payais 12 000 AF de loyer un an après on m'a fait payer 14 000 AF, deux ans après 16 000 AF. Je suis arrivée à 18 200 F et il augmente encore, pour une baraque qui s'écroule.
Voilà tout ce que j'ai eu, avec mon premier mari qui a été tué à la mine, et l'autre que la mine a rendu infirme.
- Vous disiez que vous aviez fait une réclamation pour réparer votre logement?

(à suivre)

LES ANTI-FRANQUISTES APRES FRANCO

INTERVIEW DU M.C.E.

Mouvement Communiste d'Espagne

Franco est mort. Depuis des jours, il était clair que son cadavre n'était plus maintenu en mouvement que dans le but de préparer la succession, notamment par les arrestations massives. Les diverses forces d'opposition se préparaient elles aussi, chacune à sa façon. Le Quotidien du Peuple poursuit aujourd'hui la publication d'une enquête sur cette question, une des plus brûlantes en Europe.

Quotidien du Peuple : *Que pensez-vous de la passation de pouvoirs à Juan Carlos et de la situation ainsi créée ?*

MCE : C'est une tentative pour continuer le régime ; c'est une monarchie réglée dans les moindres détails par Franco.

Mais en même temps, c'est un moment délicat parce qu'il coïncide avec une aggravation de la crise politique que connaît l'Espagne depuis plusieurs années. L'élément fondamental de cette crise, c'est le développement des luttes : c'est pourquoi il ne s'agit pas seulement d'une crise de régime. Le développement du capitalisme espagnol, la volonté d'entrer dans le Marché Commun sont parmi d'autres, un élément d'explication de cette crise. Les couches de la bourgeoisie favorables à une libéralisation représentent le courant majoritaire aujourd'hui.

Mais cette libéralisation présente le risque d'ouvrir une brèche très large dans laquelle entrerait le mouvement de masses.

QdP : *Pensez-vous que Juan Carlos puisse faire une politique d'ouverture et jusqu'où ?*

MCE : Il se peut qu'il fasse une politique d'ouverture plus ample que celle amorcée par Arrias Navarro, avec une réforme constitutionnelle, une prescription, et l'intégration de «nouvelles» forces politiques (Fraga Iribarne, Pio Cabanillas etc...). Mais dans les réformes, Juan Carlos ne peut aller jusqu'à une démocratie bourgeoise. Le rythme, l'étendue des réformes dépend de sa marge de manœuvre qui est très étroite... des deux côtés : du côté des forces populaires et du côté des ultras.

QdP : *Que pensez-vous de la force des ultras ? Croyez-vous qu'un «coup d'Etat» des ultras soit possible ?*

MCE : Les ultras tirent leur force de leur position dans l'appareil d'Etat, les corps répressifs, les hauts cadres de l'armée et le syndicat vertical. Il n'est pas impossible qu'ils se lancent dans cette aventure, mais celle-ci n'a aucun avenir.

QdP : *A moyen terme, quelle alternative politique vous semble la plus probable pour l'Espagne ?*

MCE : La situation en Espagne est une situation de crise politique, mais pas encore une situation révolutionnaire. Le camp du peuple n'est pas capable de donner sa propre alternative de pouvoir aujourd'hui. La force du révisionnisme est encore grande dans la petite bourgeoisie, les «classes moyennes» et le prolétariat.

Le plus probable est donc une démocratie bourgeoise, mais très instable, incapable de contenir les luttes de masse. Le PC, le PSOE, la Démocratie Chrétienne et les autres forces réformistes vont essayer de congeler les luttes pour consolider la démocratie bourgeoise.

QdP : *Comment voyez-vous ce passage du fascisme à la démocratie bourgeoise ?*

MCE : Dans cette période de transition, c'est le rapport de forces qui est important. Le poids des luttes populaires jouera un rôle déterminant dans l'élimination du fascisme. Dans cette période, il y aura des formes de lutte et d'organisation des masses très élevées.

QdP : *Participeriez-vous à un*

gouvernement provisoire dans cette période ?

MCE : Nous sommes pour l'existence d'un gouvernement provisoire qui garantisse les libertés démocratiques. Mais nous ne pouvons pas dire aujourd'hui si nous y participerions, car cela dépend du rapport de forces à ce moment-là. Mais de toute façon, nous exigeons de ce gouvernement l'approfondissement de la lutte contre le fascisme ; nous ne voulons pas qu'il soit un gouvernement de conciliation de classe, et nous pensons que la tâche

concerne les corps répressifs, les hauts cadres de l'armée, de l'appareil d'Etat.

Le passage à la démocratie bourgeoise est positif, car il va permettre de développer les luttes, mais ce n'est pas une étape. Nous ne subordonnons pas le contenu de notre lutte anti-fasciste à une alliance avec la bourgeoisie. Nous continuons à chercher l'indépendance du mouvement ouvrier et populaire dans sa lutte actuelle contre le fascisme, et à préparer les meilleures conditions pour transformer la lutte anti-fasciste en lutte contre la bourgeois-

et pas dans la Junte ? La Junte est née en tournant le dos à la majorité des forces révolutionnaires et démocratiques. Sa création a été un attentat à l'unité anti-fasciste. D'autre part, elle est née avec un programme inadmissible sur de nombreux points (sur l'amnistie pour les fascistes, le refus de l'auto-détermination, etc...). Aujourd'hui, ils ne mettent plus comme condition de l'unité ni leur déclaration liminaire ni ces points du programme. La Convergence a été proposée par le PSOE et l'USDE pour discussion. C'était un moyen d'arriver à l'unité de toutes les forces anti-fascistes, en vue de la création d'un organisme unique.

QdP : *Que pensez-vous du dernier accord entre la Junte et la Plate-Forme ?*

MCE : C'est un pas positif dans la direction d'un accord de toutes ces forces et vers l'unité. Les bases politiques dans leurs grandes lignes sont justes parce que, outre le fait qu'ils réclament les libertés démocratiques, ils refusent le continuisme, ils appellent à la mobilisation des masses comme moyen principal d'en finir avec le fascisme, et c'est un accord sur la nécessité de constituer des organismes exécutifs provisoires.

Il y a aussi des points négatifs, mais ils sont secondaires, c'est qu'il ne condamne pas explicitement Juan Carlos et qu'il insiste trop sur la transition pacifique.

Nous pensons que notre participation à la Convergence et à tout autre organisme anti-fasciste peut contribuer à renforcer le camp anti-fasciste, mais que de toute façon, nous devons maintenir une politique indépendante de parti, tant pour les mots d'ordre de transition que pour notre objectif stratégique. Nous le devons et nous le faisons dans notre pratique quotidienne.



les piliers de l'oligarchie : le sabre et le goupillon

des révolutionnaires est de transformer la lutte anti-fasciste en lutte contre la bourgeoisie. Nos exigences se concrétisent au niveau politique dans les mots d'ordre suivants :

- épuration de l'appareil d'Etat.
- dissolution des corps répressifs du fascisme.
- principe d'auto-détermination
- mise en place de commissions de travailleurs ayant pour but d'établir les responsabilités des criminels fascistes et de les poursuivre, y compris pour les délits de type économique. Ceci

sie, etc'est là que nos mots d'ordre pour la période de transition jouent un rôle décisif.

QdP : *«Pourquoi êtes-vous dans la convergence ?»*

MCE : La première raison, c'est que c'est une position tactique juste de s'unir avec le maximum de forces anti-fascistes, indépendamment de leur nature de classe.

D'autre part, la question posée peut vouloir dire : pourquoi êtes-vous dans la Convergence

les ateliers "clandestins" : un bain pour les travailleurs immigrés

Depuis environ trois semaines, la police pratique des arrestations dans le domaine de la confection «clandestine». C'est Novac, tout d'abord, qui est arrêté et incarcéré ; il employait 15 travailleurs yougoslaves à raison de 12 heures par jour, pour 6 f de l'heure, dans une villa de Pavillon-sous-Bois, qui servait à la fois d'atelier et de dortoir. Suite à cela, boulevard Poissonnière à Paris, des descentes de police effectuées sans apparement de résultat. Enfin, vendredi matin, dans l'Essonne, un autre atelier est découvert, ses quatre patrons sont inculpés mais remis en liberté provisoire. Dans tous les cas, des machines à coudre sont saisies, la production, de toute évidence, était vendue hors taxes.

A Pavillon-sous-Bois, les travailleurs, que Novac exploitait, n'avaient pas de carte de travail, il les avait amenés directement de Yougoslavie, de son propre village natal.

Il existerait en France plus de 300 ateliers de ce type, constituant un réseau qui va de la recherche de la main d'œuvre à la vente hors taxes de la production, véritable réseau de négriers qui s'appuie sur le fait, qu'une fois en France, sans carte de travail, traités comme des esclaves, les travailleurs immigrés ne peuvent faire autre chose que de supporter les traitements qu'on leur fait subir. Toute aussi révoltante est l'attitude du gouvernement français

qui a décidé de les expulser, poursuivant ainsi sa politique, qui, avec les mesures Dijoud, vise à limiter l'immigration «sauvage», c'est-à-dire celle que la bourgeoisie ne contrôle pas.

A Corbeil, nous sommes allés interroger des travailleurs yougoslaves. Si les dernières arrestations ne sont pas largement connues, par contre, l'existence des ateliers clandestins l'est beaucoup plus. «Dans cet enfer (les ateliers), on travaille sans arrêt, plus de 15 heures parfois, le gars qui dirige te laisse t'arrêter seulement pour manger, et encore, c'est à tour de rôle...», nous déclare l'un d'entre eux. «Moi, j'ai connu un Yougoslave qui a

monté un atelier de confection, poursuit un autre, un jour que j'étais à Paris, il m'a emmené chez lui. Au début avec une machine à coudre, il a fait travailler sa femme, et puis, ensuite, il a embauché des gars, jusqu'à une vingtaine.

—Le Quotidien du Peuple : Qui fournit les pièces de tissu ?

—«Des grossistes, qui ensuite, revendent pour presque rien...»

C'est cela le fond de l'affaire ; en maintenant pendant des heures des travailleurs, sans cartes, sur des machines à coudre, en ne les rétribuant quasiment pas, les patrons négriers travaillent à des tarifs très bas pour des grossistes, qui, eux, doivent être dans la «légalité». La

facilité avec laquelle les flics, aujourd'hui, découvrent ces bagnes «clandestins» prouve qu'ils en connaissent l'existence depuis longtemps. En démantelant le réseau, en conduisant cette vaste opération, la police fait d'une pierre deux coups ; tout semble le prouver : d'une part, liquider une branche trop concurrentielle pour les grosses boîtes en période de crise, et, d'autre part, mettre dehors des travailleurs dont l'immigration n'a pas été organisée.

Sur ce point, à Corbeil, le Parquet reste muet. L'audience des «patrons» est prévue pour le 3 décembre.

Claude VILLARD

international

LE PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE MARXISTE-LÉNINISTE APPELLE A L'ACTION

Dans un tract distribué en Espagne à l'occasion de la mort de Franco, le Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) proclame notamment : (...) « Franco meurt haï par tous les peuples d'Espagne et du monde entier, maudit par toute l'humanité. »

Sa mort entraîne de grandes contradictions entre les différents groupes fascistes et réactionnaires sur la manière dont doit être assurée la continuité du régime franquiste (...)

Après avoir dénoncé la prétendue ouverture de Juan Carlos, aussi bien que les tentatives de la «Junta démocratique» et de la «Convergence Démocratique» pour maintenir au pouvoir l'oligarchie sous une forme «démocratique», le tract poursuit : «Le Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) appelle toute la classe ouvrière, tous les paysans pauvres, la jeunesse

révolutionnaire, les intellectuels et les artistes, tous les anti-franquistes : à rester vigilants contre les différentes manœuvres, ainsi que contre l'intronisation du pantin Juan Carlos, par des grèves et des piquets dans les usines des manifestations, des attaques contre les forces de répression ; à s'organiser en comités et juntas de défense et de riposte anti-fascistes dans les quartiers, les usines, les universités, dans les villages et les campagnes pour affronter les bandes fascistes et para-policières ; créer des conseils populaires qui exigeront :

La liberté immédiate pour tous les prisonniers politiques
Le retour de tous les exilés anti-franquistes
La suppression de tous les corps de répression
Le contrôle populaire sur l'armée
Les libertés démocratiques pour tous les peuples d'Espagne

PAYS BASQUE

chasse aux patriotes

Juan Carlos à Madrid parlait démocratie et modération. Au pays basque, l'armée sur laquelle il compte, paraît-il, s'appuyer pour sa politique d'ouverture, se livrait aux festivités fascistes.

A Saint-Sébastien, les anciens de la Division Azul, la division envoyée par Franco avec les troupes hitlériennes combattre à Stalingrad, la poitrine ornée de la décoration hitlérienne de la croix de fer et les autres officiers assistant à la messe ont conspué l'évêque qui pronon-

çait le sermon à la mémoire de Franco : il n'avait pas prononcé une seule fois le nom haï du bourreau du peuple basque.

Il n'y avait d'ailleurs guère que des militaires dans les travées de l'église. Pendant ce temps, la police armée quadrillait les vieux quartiers ; la veille au soir, le peuple basque avait fêté la mort de Franco et de nombreuses personnes étaient arrêtées, les jeunes se faisaient retirer leur carte d'identité qu'ils devront aller rechercher à la police après avoir été fichés.

la télévision farde l'Espagne aux couleurs de Franco

Du serment de Juan Carlos devant les Cortès quand les dignitaires franquistes l'ont nommé roi, jusqu'aux larmes de la veuve Carmen, la télévision n'a rien épargné pour faire participer ses spectateurs à la grosse mise en scène de la cérémonie du chagrin des franquistes baptisés peuples d'Espagne. Les parades de la Garde Civile cachaient le quadrillage policier dans le Pays Basque, la mise en application du plan Lucero. Longuement, lourdement elle nous a imposé la descente au tombeau, la descente aux enfers de Franco s'appesantissant sur la lente mise en place de la dalle de granit qui recouvre la fosse où se retrouve enfin Franco. Symbole de la douleur d'Espagne, un général pieux, consolé par un autre général. Les larmes d'un assassin, voilà le symbole de l'Espagne pour la télévision giscardienne. Les caméras de la télévision souvent si indiscrettes n'ont pas soulevé les tentures de velours noirs du deuil officiel par lesquelles étaient masquées les fenêtres des

prisons. C'est là que souffrent les peuples d'Espagne dont les fils ont été jetés par milliers dans les cachots.

L'Espagne fasciste est à l'honneur. Les phalangistes passent devant le cercueil bras levé à l'hitlérienne, puis vient Juan Carlos qui s'incline devant son créateur momifié. Tout un symbole : il n'a pas levé le bras. Quel changement ! La télévision veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes, et le fascisme sans salut hitlérien pour l'instauration de la démocratie. Le cœur de la télévisions giscardienne battait avec le cœur des fascistes. Il ne ressentait que mépris et haine pour les peuples d'Espagne.

Pendant un week end tout entier, elle a tenté de montrer en Juan Carlos, le roi libéral, pendant un week end entier elle a fardé l'Espagne aux couleurs de Franco pour faire oublier les crimes, les cachots et l'état d'exception.

MANIFESTATION
JEUDI 27 NOVEMBRE
PARIS (métro Parmentier)
18 H 30
a bas le franquisme sans Franco
libération de tous
les prisonniers politiques
à l'appel du FRAP, du Parti communiste Révolutionnaire (ml)
UCF (ml), HR, UCJR, JCMLF

UNE VILLE ISRAËLIENNE EN CONSTRUCTION DANS LE SINAI

Les 23 premières familles israéliennes se sont installées dans la nouvelle ville de Yamit, créée dans le Sinaï, en territoire égyptien occupé depuis 1967. Conçue par Moshe Dayan pour contenir 250 000 habitants c'est la plus importante des 55 nouvelles installations israéliennes réalisées dans le Sinaï sur le Golan et en Cisjordanie. Elle doit devenir le troisième port sur la méditerranée d'Israël, contrôler la route côtière allant de Palestine en Egypte, et servir de tampon entre la bande de Gaza et l'Egypte. «Regardez la suite des installations récentes sur une carte et vous verrez ce que nous voulons que soient les futures frontières d'Israël», disent des officiels israéliens : elles englobent une bonne moitié du Sinaï, les hauteurs du Golan et la quasi totalité de la Cisjordanie. Les prétendus désirs de paix d'Israël avec ses voisins arabes sont fortement contredits par ses appétits de territoires toujours plus vastes.

LA YOUGOSLAVIE ACCUSE L'URSS DE CRÉER DES GROUPES POLITIQUES

Quatre organisations qualifiées de pro-soviétiques par la police yougoslave ont été démantelées au cours des dernières semaines, et une série de procès sont en préparation, impliquant notamment des personnes ayant eu des contacts suivis avec des personnalités émigrées en URSS et dans d'autres pays d'Europe de l'Est. La police a d'ailleurs arrêté l'une d'entre elle, qui est accusée d'être un des principaux responsables de l'organisation de ces groupes.

De manière discrète le secrétaire de la ligue des communistes yougoslaves a dénoncé l'appui soviétique à ces groupes. D'après lui certains milieux soviétiques prétendraient que les accords bi-latéraux «ont joué un rôle important...mais qu'ils sont aujourd'hui périmés».

Ces accords avaient permis en 1955 à Krouchtchev, alors à la tête de l'URSS, d'imposer aux partis communistes la présence des révisionnistes yougoslaves, afin de renforcer ses positions, au sein du mouvement communiste international. Aujourd'hui que la scission organisée par l'URSS est achevée et que l'URSS elle-même est devenue un pays impérialiste, elle cherche à exercer son contrôle sur la Yougoslavie.

SAHARA OCCIDENTAL : LE MAROC ET LA MAURITANIE NOMMENT DES GOUVERNEURS

Le premier geste de Juan Carlos est de livrer le Sahara occidental au Maroc et à la Mauritanie. En application de l'accord signé à Madrid le 14 novembre, les deux gouvernements ont nommé chacun un gouverneur qui doit se rendre à El Aïoun, la capitale du Sahara, pour y partager avec le gouverneur espagnol l'administration du territoire. C'est la première étape de la réalisation du plan de dépeçage, élaboré entre le Maroc et la Mauritanie, et auquel s'est finalement rallié le gouvernement espagnol. Même la protection des troupes espagnoles n'empêchera pas les envahisseurs d'être combattus par le peuple sahraoui.

portugal antunes veut "l'etat fort"



Le Major Melo Antunes a donné une interview au Nouvel Observateur. Le major est une des principales figures du Mouvement des Forces Armées : ministre des affaires étrangères, c'est lui qui avait été chargé de finir d'enregistrer la défaite du colonialisme portugais. Écarté au moment où les révisionnistes du P«C»P dominaient l'appareil d'Etat, il fait partie du «groupe des neuf», officiers qui ont formulé l'alternative social-démocrate que le sixième gouvernement provisoire a tentée de réaliser. Aujourd'hui, Antunes, prenant en compte les difficultés rencontrées, tente à nouveau de définir une alternative.

Dans les propos du major, ce qui frappe, c'est l'absence d'un grand acteur de la scène politique portugaise : les masses populaires. Silence qui ne signifie pas inconscience. Le propos du major est en effet de se donner les moyens de le combattre : «Il faut rétablir les conditions d'un Etat fort» ; dans l'information, «L'Etat doit pou-

voir se faire entendre» ; et surtout, «il faut disposer de l'armée comme bras séculiers». On ne saurait être plus clair : le programme reste fondamentalement celui que le sixième gouvernement tente de réaliser depuis septembre.

Autre souci du major : l'attitude du P«C»P révisionniste. Ce qu'il lui reproche, ce n'est pas son attitude passée, après le 25 avril : c'est sa tactique actuelle «d'alliance avec les gauchistes» (entendez d'infiltration dans le mouvement de masses en vue de reconquérir les postes perdus). Mais le major est réaliste ; pour lui : «la conquête du pouvoir» par le P«C»P est un objectif à long terme ; il «ne croit pas à un coup d'Etat dans l'immédiat». D'où son objectif : «continuer à pouvoir gouverner avec le P«C»P. Auparavant, il veut, «gagner la bataille de l'armée».

Résumons : pour faire face au mouvement de masses, il faut l'alliance avec le P«C»P ; mais

cette alliance doit se faire sur la base d'un rapport de forces favorables. C'est là tout le secret des difficultés actuelles : de son côté, le P«C»P proteste contre «les exigences d'hégémonie du PS et du PPD» : alors que la droite classique ne peut continuer à gouverner seule, devant la montée des luttes

populaires, chacun des adversaires cherche à se placer en position de force pour la composition de la prochaine équipe : ainsi s'expliquent les manifestations qui se sont multipliées ces derniers jours, à l'appel du PS et du PPD d'une part, du P«C»P de l'autre.

Jean LERMET

LIBAN Couve de Murville et la «présence française»

Parti au Liban pour offrir la médiation du gouvernement français entre les «forces en présence», Couve de Murville assiste, impuissant, aux combats qui se déroulent actuellement. En une semaine, il a rencontré un certain nombre de dirigeants politiques. Tous ont échangé leurs points de vue sur la situation, pour que, finalement, Couve de Murville déclare que «la solution est entre les mains des Libanais eux-mêmes». Cet échec sur le plan politique du gouvernement français montre clairement la perte de terrain de la France au Proche-Orient. Mais, cet échec ne veut pas dire du tout la fin de la «présence française» au Liban.

Plus de la moitié du peuple libanais subit encore l'oppression culturelle par la France, tandis que l'autre moitié subit celle des Etats-Unis et de l'Angleterre.

En effet, la langue française est enseignée dans la moitié des écoles au Liban, comme langue secondaire en principe, mais principale en fait : l'enseignement «scientifique» (maths, sciences physiques, chimiques, naturelles, etc...) est donné en français. Les cours de français, civilisation et littérature françaises

sont obligatoires dans toutes les écoles. Cet enseignement ne vise nullement à donner une image de la vie du peuple français, (cet aspect, d'ailleurs, peut être expliqué en langue arabe) mais vise à former quelques cadres liés à l'impérialisme français, en opérant la sélection par la langue française dès le début des études jusqu'à la fin. Plus des 3/4 des lycéens n'arrivent jamais au-delà du bac, à cause de la langue étrangère imposée. Des nombreuses manifestations se sont déroulées partout au Liban, pour exiger l'arabisation de l'enseignement scientifique, pour exiger la suppression des auteurs français avant le XIX^e siècle, enseignés en littérature.

Le pouvoir n'a répondu que par la répression des lycéens et étudiants, et en disant que la langue arabe n'était pas apte à exprimer les «Sciences Occidentales» ; et que la littérature française était nécessaire pour comprendre le monde occidental. Mais le peuple libanais est conscient que l'image qui lui est donnée ne correspond plus à la réalité et, que d'ailleurs, cet enseignement parachuté ne vise qu'à le maintenir sous l'oppression.

Yomna el Khaïl